

Mercredi, 14. Décembre 2016



SOMMAIRE Cliquez sur les titres pour lire les articles

| | |
|--|-----------|
| Marché & Economie..... | 2 |
| <i>Le Président Bouteflika reçoit le vice-président du Nigeria : Approfondir la coopération.....</i> | <i>2</i> |
| <i>Dialogue bilatéral entre l'Algérie et le Royaume-Uni : Un partenariat exemplaire.....</i> | <i>2</i> |
| <i>Algérie-Suisse : Construire une coopération solide</i> | <i>3</i> |
| <i>Villes nouvelles et œuvres majeures : Une forte valeur ajoutée</i> | <i>4</i> |
| <i>Amendements intégrés au tarif douanier : En vigueur dès le 1er janvier 2017.....</i> | <i>5</i> |
| <i>Importations de sucre : Hausse de la facture.....</i> | <i>5</i> |
| <i>Accord Opep : L'AIE prévoit un rééquilibrage du marché</i> | <i>5</i> |
| <i>Céréales : Baisse de la facture d'importation mais hausse des quantités</i> | <i>6</i> |
| <i>4 projets éligibles au partenariat public-privé</i> | <i>7</i> |
| <i>Réflexion sur la révision de la tarification de consommation d'eau potable</i> | <i>7</i> |
| Commerce | 7 |
| <i>Groupe Mazouz : Camions Shacman made in Algeria</i> | <i>7</i> |
| <i>Renault Algérie : Un 3e modèle sera produit en 2017</i> | <i>8</i> |
| <i>TMC/Cima : Plusieurs projets industriels en prévision</i> | <i>8</i> |
| <i>Usine Iveco/Ival : Le premier camion Iveco en février 2017.....</i> | <i>9</i> |
| <i>DFSK : Après les moteurs, l'assemblage.....</i> | <i>9</i> |
| Régions..... | 9 |
| <i>M. Nouredine Bedoui à Bordj Bou-Arréridj : Inauguration de plusieurs projets</i> | <i>9</i> |
| <i>Le PDAU d'Alger opérationnel dès la publication du décret exécutif.....</i> | <i>10</i> |
| <i>Remise en service aujourd'hui du téléphérique Blida-Chréa.....</i> | <i>11</i> |
| <i>Skikda : Inauguration du deuxième plus grand abattoir de volaille du pays</i> | <i>11</i> |



CCI ALGÉRO-FRANÇAISE

غرفة التجارة و الصناعة الجزائرية-الفرنسية

Siège social : 38 rue Abou Noues Hydra, Alger

Accueil & Bureaux : Villa Malgaïve

01 rue du professeur Vincent Telemly, Alger

Tél: +213 (0) 23 507 019

Fax: +213 (0) 23 507 032

cciaf@cciaf.org

www.cciaf.org

NOS EVENEMENTS SUR

WWW.CCIAF.ORG

Le Président Bouteflika reçoit le vice-président du Nigeria : Approfondir la coopération

Source : El Moudjahid

Le Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a reçu, hier à Alger, le vice-président du Nigeria, Yemi Osinbajo. L'audience s'est déroulée en présence du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, du ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, et du ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des États arabes, Abdelkader Messahel.

M. Osinbajo : « L'Algérie et le Nigeria, liés par des relations historiques fortes. »

L'Algérie et le Nigeria sont liés par des relations «historiques fortes», consolidées par les différents projets communs de coopération, a indiqué le vice-président du Nigeria, Yemi Osinbajo.

«L'Algérie et le Nigeria sont liés par des relations historiques fortes, consolidées par les différents accords établis dans le cadre de la Haute commission bilatérale algéro-nigériane», a indiqué M. Osinbajo à la presse, à l'issue d'une audience que lui a accordée le Président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

Il a rappelé, dans ce sens, les projets communs, en l'occurrence la route transsaharienne Alger-Lagos, le gazoduc transsaharien reliant le Nigeria à l'Europe via l'Algérie et la liaison par fibre optique Alger-Abuja. M. Osinbajo a indiqué que la rencontre avec le Président Bouteflika a été aussi l'occasion de discuter de la

coopération algéro-nigériane dans les «domaines politique et de la lutte contre le terrorisme».

«Le Président Bouteflika a exprimé son soutien au Nigeria dans sa lutte contre le terrorisme et le radicalisme», a conclu le responsable nigérian dont le pays fait face au groupe terroriste Boko Haram. M. Osinbajo est arrivé hier à Alger, pour une visite officielle de deux jours, qui s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations d'amitié et de fraternité entre les deux pays.

Dialogue bilatéral entre l'Algérie et le Royaume-Uni : Un partenariat exemplaire

Source : El Moudjahid

Le partenariat entre l'Algérie et le Royaume-Uni est «exemplaire», et les relations entre les deux pays «se diversifient par des espaces qui s'offrent aux deux parties», a indiqué le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des États arabes, Abdelkader Messahel. Dans une déclaration en marge de ses entretiens avec le ministre britannique chargé de l'Afrique du Nord et du Moyen Orient, Tobias Ellwood, M. Messahel a souligné que la rencontre a été l'occasion de faire le point sur les relations bilatérales «considérées de part et d'autre comme étant exemplaires». Il a relevé que le partenariat entre Alger et Londres «se densifie de plus en plus et se diversifie» et que la coopération ne se limite pas uniquement à l'énergie comme ce fut le cas pendant longtemps. «il y a des espaces qui s'offrent au Royaume-Uni en Algérie, tel que l'agroalimentaire, les produits pharmaceutiques, l'agriculture la recherche et l'enseignement supérieur», a-t-il dit. Il a ajouté avoir passé en revue également avec le ministre britannique «l'état des lieux et les étapes qui ont été franchies» dans les relations entre les deux pays

depuis la dernière visite de travail à Alger de M. Ellwood, début octobre dernier. M. Messahel, a souligné par ailleurs, que ses entretiens avec le ministre britannique, ont permis d'échanger les points de vues sur «les situations de crise» que connaissent les régions de l'Afrique du nord et du moyen Orient, notamment la Libye et la région du Sahel et en Syrie. Il a, à cette occasion, salué la position "permanente et constante" du Royaume-Uni sur le dossier du Sahara Occidental, notant qu'en tant que membre permanent du conseil de sécurité, dont la question est à l'ordre du jour, "le Royaume-Uni a toujours marqué son attachement au droit d'autodétermination des peuples ».

La convergence des points de vue entre Alger et Londres en matière de lutte contre le terrorisme a été réaffirmée lors de la 7e session du dialogue bilatéral stratégique entre l'Algérie et le Royaume Uni, a indiqué le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union Africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel. Il a souligné que les positions d'Alger et Londres «convergent» sur les analyses et les moyens d'action à mettre en place dans le cadre international pour la lutte anti terroriste. Il a relevé que la réunion a été consacrée aux questions politiques et sécuritaires ainsi qu'aux échanges de vues sur «les conflits qui menacent la paix et la sécurité dans notre région et en méditerranée notamment la situation prévalent en Libye et au Sahel». La réunion, «très utile», a permis d'échanger les analyses et les points de vue des deux parties sur les différents dossiers à l'ordre du jour, notamment la lutte antiterroriste et la déradicalisation, et les deux parties ont échangé leurs expériences à ce sujet, a ajouté M. Messahel. «Le rôle de la démocratie en Algérie comme facteur essentiel de lutte contre le phénomène de radicalisation en tant qu'expérience réussie», a également été abordé lors de la rencontre, a-t-il dit. Il était question lors de la concertation d'aujourd'hui, des

échanges d'analyses et de points de vue, mais également de projection sur la menace que fait peser le fléau du terrorisme pour la paix et la stabilité dans le monde, et d'une lutte plus efficace et plus coordonnée. Quant à la situation en Libye, M. Messahel a souligné qu'il était question de «faire converger tous les points de vues afin de progresser ensemble vers une solution politique» dans ce pays. Alger et Londres ont réaffirmé l'impératif de soutenir l'unité, la sécurité, la stabilité et souveraineté de la Libye, d'une part et réitéré leur appel à un dialogue global entre les parties libyennes pour conforter l'accord politique signé le 17 décembre 2015, tout en convergeant sur la nécessité de la non ingérence étrangère dans les questions internes de la Libye, a relevé le ministre. Par ailleurs, M. Messahel a souligné l'utilité de la concertation avec un «partenaire aussi important que le Royaume Uni qui est membre permanent du conseil de sécurité», de manière régulière et périodique. A noter qu'un accord avait été signé en 2013 entre Alger et Londres portant sur la coopération en matière de sécurité. Le gouvernement britannique avait souligné, en différentes occasions, le rôle important de l'Algérie, dans la stabilité de la région, grâce, notamment à son expérience dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme.

La réunion de Londres intervient dans un contexte politique mondial marqué par de nombreux conflits sécuritaires, notamment au Moyen-Orient et en Libye, et une menace mondiale terroriste grandissante. Limitée pendant longtemps à la coopération énergétique, la relation entre Alger et Londres s'est diversifiée la dernière décennie et le dialogue politique et sécuritaire entre Alger et Londres a été instauré en tant que mécanisme de consultation bilatérale sur les questions faisant partie du partenariat stratégique notamment de sécurité régionale. Il se tient périodiquement à Alger et à Londres depuis 2013,

depuis la visite de travail en Algérie de l'ancien premier ministre britannique, David Cameron, quand les deux pays avaient affirmé leur coopération dans la lutte contre le terrorisme et instauré un partenariat stratégique à ce sujet. Le Royaume Uni qui se dit être «hautement menacé» par des attaques terroristes depuis les attentats de Paris en novembre 2015 et de Bruxelles en mars 2016, pourrait tirer profit de l'expérience algérienne dans la lutte antiterroriste. Le chef des services secrets britanniques, military intelligent section 6 (MI6,) Alex Younger, avait déclaré dernièrement que la menace terroriste sur le Royaume-Uni est «sans précédent», et que son pays avait déjoué 12 complots terroristes depuis juin 2013.

Algérie-Suisse : Construire une coopération solide

Source : El Moudjahid

Le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, a invité à Berne les entreprises suisses à s'impliquer davantage dans la stratégie nationale de relance industrielle à travers le renforcement de leurs investissements en Algérie. Lors d'une rencontre économique algéro-suisse tenue à Berne, le ministre a réitéré son souhait de voir ces entreprises "s'engager résolument sur la voie de l'investissement". "Le défi que nous devons nous donner dès à présent et sans hésiter, c'est bien celui de transformer la présence économique suisse en Algérie en investissements directs", a insisté M. Bouchouareb, relevant que le cadre de la coopération existe dans sa globalité. Il a alors cité l'accord bilatéral sur la protection des investissements et celui de non double imposition en affirmant que ce sont deux accords qui contribuent à garantir la sécurité juridique dans le cadre des relations économiques et commerciales entre les deux pays. En outre, le ministre

a souligné la nécessité de construire des "partenariats solides pour donner du sens" à la coopération entre l'Algérie et la Suisse. Pour lui, la puissance des partenariats algéro-suisses doit s'appuyer "sur des entreprises performantes, compétitives, sur un système productif moderne qui capte le plus de valeur ajoutée, porté par l'innovation, réglé à l'horloge de l'industrie mondiale et tourné vers le futur". "Notre volonté autant que notre conviction est que le partenariat recherché entre nos entreprises s'inscrive dans une perspective de croissance partagée", a insisté M. Bouchouareb, ajoutant que l'Algérie constitue "un véritable relais de croissance pour les entreprises suisses en dehors de l'Europe". D'autre part, et par-delà le marché domestique, "nous pouvons construire ensemble d'excellentes passerelles vers les marchés de l'Afrique et de toute la région", a avancé le ministre. Dans cette optique, il a soutenu que la vigueur de la demande interne confortée par le choix stratégique du gouvernement de prioriser une démarche d'import substitution, de diversification de l'économie et des exportations «sont des garants forts pour les entreprises qui choisissent de co-produire avec leurs partenaires algériens». Le ministre a, par ailleurs, rappelé des efforts consentis par les autorités algériennes pour améliorer les conditions d'exercice des affaires. M. Bouchouareb a aussi partagé les éléments structurants le nouveau modèle de croissance économique en insistant sur le volet relatif à la diversification de l'économie nationale dont la stratégie industrielle et minière.

M. Bouchouareb reçu par le président de la Confédération Suisse

Par ailleurs, le ministre a été reçu par le président de la Confédération Suisse, Johann N. Schneider-Ammann. "Les entretiens entre les deux parties ont porté sur les

relations économiques bilatérales et multilatérales et les moyens de développer le potentiel de partenariat entre les deux pays", a indiqué un communiqué du ministère.

M. Bouchouareb a également rencontré la secrétaire d'Etat suisse à l'Economie, Mme Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch pour faire le point sur les opportunités commerciales, industrielles et d'investissement entre la Suisse et l'Algérie.

La Secrétaire d'Etat à l'Economie a offert un déjeuner business en présence des responsables de la fédération des entreprises suisses "économie Suisse" qui regroupe plus de 100.000 entreprises helvétiques, de l'Agence Suisse de promotion des Exportations "Switzerland Global Enterprise" et des chefs d'entreprise suisses. Il a aussi eu des discussions avec le secrétaire d'Etat suisse à la Formation, à la Recherche et à l'Innovation, Mauro Dell' Ambrogio, au sujet de la formation professionnelle au service de l'entreprise et les moyens de développer la relation formation-entreprise.

Dans ce cadre, le ministre a insisté sur "l'intérêt de l'Algérie pour bénéficier de l'expertise suisse en la matière, particulièrement en ce qui a trait à l'amélioration de l'employabilité des débouchés du système de formation algérien". A l'occasion de sa visite en Suisse, M. Bouchouareb a visité l'usine de fabrication de trains Stadler à Bussnang. Pour rappel, le volume des échanges économiques entre l'Algérie et la Suisse s'est élevé en 2015 à plus de 360 millions d'euros. La Suisse exporte à destination de l'Algérie principalement des produits pharmaceutiques, des machines et des produits agricoles, alors que l'Algérie y exporte des produits énergétiques.

Villes nouvelles et œuvres majeures : Une forte valeur ajoutée

Source : El Moudjahid

Doter le pays d'une série d'infrastructures de base pouvant assurer le bien-être des citoyens en matière de développement tous-azimuts, c'était bel et bien, faut-il le rappeler, l'un des projets initiés par le Président de la République à son accession, en 1999, à la magistrature suprême. Des chantiers à dimension gigantesque ont pris forme, ici et là, pour rattraper un énorme retard en la matière, provoqué par des années d'un terrorisme meurtrier et dévastateur. Des routes, des autoroutes, des logements, des villes nouvelles et notamment un ambitieux programme du développement du rail, y compris dans le milieu urbain, et d'autres infrastructures encore, étaient au centre d'une dynamique de réalisation jamais égalée depuis son indépendance. Tout comme sa politique judicieuse en termes de rétablissement de la stabilité et de promotion de la paix, cette option de consolidation la position de l'Algérie en termes d'infrastructures diversifiées, qui a été entérinée dès le premier programme quinquennal du Chef de l'État, constitue indéniablement cette valeur ajoutée servant d'atout d'attractivité au bénéfice de l'Algérie au double plan régional et international. Le Président Bouteflika attache à ce jour un intérêt manifeste pour ces projets, comme le démontre, à plus d'un titre, les dernières visites qu'il a effectuées dans la capitale. La première, datant du début septembre dernier, avait porté sur l'inauguration par le Chef de l'État du Centre internationale de conférences (CIC), baptisé au nom de Abdelatif Rahal, ancien diplomate et conseiller diplomatique du Président de la République, décédé en 2014 à l'âge de 92 ans. Le CIC, également connu sous l'appellation du Palais des congrès, se découvre au grand public comme un véritable joyau

architectural alliant modernité et tradition. Ce gigantesque édifice, construit à Club des Pins, dans la banlieue Ouest d'Alger, est destiné à accueillir des sommets de chefs d'État et d'autres rencontres de haut niveau.

Il symbolise aussi le retour en puissance de la diplomatie algérienne sur la scène régionale et internationale et qui, eu égard à la gouvernance sage et éclairée du Président de la République, renoue avec sa dimension d'acteur incontournable dans la résolution des dossiers les plus sensibles qui sont au cœur des préoccupations de plusieurs États de la planète. Fin octobre dernier, le Président Bouteflika a effectué, par ailleurs, une visite d'inspection du projet de réalisation de la Grande mosquée d'Alger, plus communément connue sous le nom Djamaâ El-Djazaïr.

Il s'agit de cette immense infrastructure s'étendant sur une superficie de près de 28 hectares au milieu de la baie d'Alger, qui se décrit, non seulement à titre de monument civilisationnel symbolisant l'ère de l'Algérie indépendante de recouvrement de sa souveraineté nationale, mais aussi un haut lieu emblématique incarnant les véritables valeurs de l'islam, contre toute forme d'extrémisme.

D'autre part, le Président de la République, a inauguré, en début de semaine, la nouvelle ville de Sidi Abdellah, ainsi qu'une nouvelle ligne ferroviaire reliant la localité de Birtouta à celle de Zéralda, ce qui atteste ainsi de son intérêt à l'amélioration des conditions de vie des citoyens et témoigne, par sa sortie en ce jour marquant la célébration des manifestations de 11 Décembre, une des épopées phare de notre mouvement pour l'indépendance, de l'engagement de l'État à répondre en toute souveraineté aux aspirations du peuple.

Amendements intégrés au tarif douanier : En vigueur dès le 1er janvier 2017

Source : El Moudjahid

Ce dispositif de désignation et de codification des marchandises est une nomenclature internationale élaborée et suivie par l'Organisation mondiale des Douanes (OMD).

Les amendements apportés à la structure du système harmonisé de désignation et de codification des marchandises du conseil de coopération douanière, intégrés dans le tarif douanier, entreront en vigueur le 1er janvier 2017. Une procédure qui induit l'ouverture de sous-positions tarifaires nationales pour couvrir les produits concernés inclus dans ce dispositif. Aussi, «plusieurs sous-positions tarifaires nationales ont été prévues à l'effet de couvrir spécifiquement certains produits pour la prise en charge des aspects liés à la fiscalité, à la gestion des contingents tarifaires et autres questions liées aux avantages fiscaux», précise l'administration des Douanes qui souligne, dans le même contexte, que les amendements en question «n'affectent pas les taux des droits et taxes figurants au tarif».

La nouvelle édition 2017 du système harmonisé comporte 5.387 groupes distincts de marchandises identifiées au moyen d'un code à 6 chiffres, soit une augmentation de 182 groupes par rapport à l'édition 2012 (5.205). La version SH 2017, qui prend en compte les questions environnementales et sociales de portée mondiale, inclut 242 séries d'amendements (y compris certains amendements complémentaires) adoptés et répartis dans les secteurs de l'agriculture, des produits chimiques, du bois, des matières textiles, des métaux communs, des machines, des transports, et d'autres

secteurs. Cette même version introduit également de nouvelles sous-positions concernant les produits chimiques classés dangereux, et pour le contrôle et le suivi de certaines préparations pharmaceutiques. Pour le cas de l'Algérie qui a adhéré à la Convention internationale sur le système harmonisé, l'engagement implique que la structure du tarif douanier dans sa partie relative à la désignation des marchandises soit modifiée pour être en conformité avec ces amendements qui ont touché 46 chapitres sur les 97 qui constituent la nomenclature du SH. Aussi, «compte tenu de l'importance des amendements introduits dans ce cycle de révision, certaines sous-positions tarifaires nationales ont été reconduites ou créées afin de maintenir le niveau de la fiscalité en vigueur en 2016, la gestion des contingents tarifaires et autres questions liées aux avantages fiscaux».

Importations de sucre : Hausse de la facture

Source : El Moudjahid

La facture d'importation de sucre s'est chiffrée à 708,3 millions de dollars (usd) durant les dix premiers mois de 2016, contre 620,88 millions usd à la même période de 2015, soit une hausse de 14,08%, a appris, hier, l'APS auprès des Douanes.

Quant aux quantités importées de sucre (de betterave brute, de canne à sucre, sirop de lactose et lactose à l'état solide), elles ont également été à la hausse pour s'établir à 1,73 million de tonnes (mt) contre 1,6 mt (+8,1%), indique le Centre national de l'informatique et des statistiques des Douanes (Cnis). Cette hausse de la facture du sucre s'explique non seulement par l'augmentation des quantités importées, mais aussi par le renchérissement des prix à l'importation par l'Algérie

de cette denrée alimentaire. En effet, durant les huit premiers mois de l'année 2016, le prix moyen à l'importation par l'Algérie du sucre roux a été de 380 usd/tonne contre 371 usd/t par rapport à la même période de 2015 (+2,4%), tandis que celui du sucre blanc a été de 519 usd/t contre 515 usd/t (+0,78%).

Accord Opep : L'AIE prévoit un rééquilibrage du marché

Source : El Moudjahid

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a estimé, hier, qu'après l'accord des pays de l'Opep sur la réduction de leur production de pétrole, pour redresser les prix du brut, le marché pétrolier pourrait connaître en 2017 un rééquilibrage. Dans son rapport mensuel, l'agence a estimé que «si l'Opep et les pays non-Opep appliquaient rapidement leur accord de réduction de la production, les stocks mondiaux commenceraient à baisser durant le premier semestre de l'an prochain». «Avant l'accord entre les producteurs, nos chiffres d'offre et de demande suggéraient que le marché se rééquilibrerait à la fin de 2017», a rappelé l'AIE, qui représente les pays consommateurs, soulignant que l'Opep, la Russie et d'autres producteurs «cherchent à accélérer le processus».

«Si l'Opep appliquait rapidement et totalement son objectif de production, évalué à 32,5 mb/j, et que les producteurs n'appartenant pas à l'Opep produisent les coupes convenues de 558.000 b/j, le marché risque de connaître un déficit au premier semestre de 2017 d'environ 0,6 mb/j», a-t-elle expliqué, sans anticiper sur le devenir du marché. Pour elle, le marché devrait également bénéficier d'une révision à la hausse des prévisions de croissance de la demande mondiale de pétrole, mettant en valeur la consommation qui devrait

croître de 1,4 mbj pour atteindre 96,3 mbj en 2016, puis de 1,3 mbj à 97,6 mbj en 2017, contre de précédentes estimations de hausse de 1,2 mbj. «En décembre, nous constatons que la première baisse de production proposée par l'Opep depuis 2008, et le premier accord comprenant des producteurs non-membres de l'Opep depuis 2001, marque un écart majeur par rapport à la politique de parts de marché suivie depuis deux ans», a fait observer l'AIE, estimant que les prochaines semaines «seront cruciales pour déterminer si les réductions de production sont mises en œuvre et si l'augmentation récente des prix du pétrole durera». Pour l'agence, l'accord est de six mois et «nous devrions laisser le temps de la mettre en œuvre avant de réévaluer nos perspectives du marché», soulignant que le succès «signifie le renforcement des prix et la stabilité des revenus pour les producteurs après deux années difficiles». Par ailleurs, elle a indiqué que la croissance de la demande mondiale de pétrole de 1,4 mbj est prévue pour 2016, soit 120.000 b/j au-dessus de ses prévisions précédentes. Les stocks commerciaux de l'OCDE ont chuté, en octobre, pour le troisième mois d'affilée, a-t-elle ajouté, expliquant qu'ils ont attiré 75 mb depuis l'atteinte d'un sommet historique en juillet, mais restent 300 mb au-dessus de la moyenne quinquennale.

Le Brent à plus de 56 dollars

Les cours du pétrole haussaient toujours, hier, en cours d'échanges européens, en parallèle à la publication du rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) qui prévoit la résorption de l'excédent de production dès début 2017. En milieu de journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février valait 56,06 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 37 cents par rapport à la clôture de lundi. Dans les échanges électroniques sur le New York

Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de janvier gagnait 30 cents à 53,13 dollars.

Les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) qui ont conclu, fin novembre, un accord pour limiter leur production et permettre au marché de se rééquilibrer, ont convaincu, ce week-end, d'autres pays producteurs de se joindre à leur effort. Par conséquent, l'Agence internationale de l'énergie, qui a publié son rapport mensuel sur le marché du pétrole, estime désormais que le marché pétrolier pourrait retrouver la voie du rééquilibrage dès le début 2017, si les principaux pays producteurs respectent leur engagement de réduction de production. Selon l'agence, la production de l'ensemble des pays non-Opep, dont les États-Unis, devrait croître de 0,2 millions de barils par jour (mbj) seulement en 2017, contre une anticipation précédente de 0,5 mbj, après une baisse qui devrait atteindre près de 0,9 mbj à 56,8 mbj cette année.

[Céréales : Baisse de la facture d'importation mais hausse des quantités](#)

Source : Le Soir d'Algérie

La facture d'importation des céréales (blé, maïs et orge) a baissé de plus de 18% durant les dix premiers mois de 2016, en dépit d'une hausse des quantités importées, a rapporté hier l'APS selon des chiffres des douanes.

La facture d'importation des céréales a reculé à 2,31 milliards de dollars (mds USD) entre janvier et octobre 2016, contre 2,85 mds USD sur la même période de 2015, soit un recul de 18,62%.

Mais les quantités importées ont connu une légère augmentation en s'établissant à 11,28 millions de tonnes (mt) contre 11,20 mt (+0,7%), précise le Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes (Cnis).

Les céréales qui ont vu leurs quantités importées augmenter sont le blé dur et l'orge contrairement au blé tendre et au maïs. Par catégorie de céréales, la facture d'importation du blé (tendre et dur) a reculé à 1,51 milliard USD contre 1,97 milliard USD (-23,2%), pour des quantités de 6,93 mt contre 6,92 mt (+0,11%).

Pour le blé tendre, la facture d'importation s'est amenuisée à 1,03 milliard USD contre 1,38 milliard USD (-25,8%), alors que les quantités importées ont baissé à 5,34 mt contre 5,65 mt (-5,53%).

Concernant le blé dur, la facture a baissé à 489,23 millions USD contre 590,32 millions USD (-17,12%), avec une hausse des quantités importées qui se sont établies à 1,6 mt contre 1,27 mt (+25,2%). Quant au maïs, les importations se sont chiffrées à 665,08 millions USD contre 722,27 millions USD (-7,92%) avec un volume importé de 3,57 mt contre 3,60 mt (-0,8%). Pour l'orge, l'Algérie en a importé pour 135,54 millions USD contre 150,26 millions USD (-9,8%) avec une quantité de 767 734 t contre 667 819 t (+14,96%).

La baisse de la facture d'importations des céréales malgré la hausse globale des quantités importées s'explique par le recul des cours sur les marchés mondiaux des céréales. Il est constaté que durant les huit premiers mois de 2016, le prix moyen à l'importation par l'Algérie du blé dur est passé à 311 dollars/tonne (USD/t) contre 461 USD/t sur la même période de 2015, en baisse de plus de 32%. Pour le blé tendre, le prix moyen à l'importation s'est établi à 192

USD/t contre 251 USD/t, en recul de plus de 23% entre les deux périodes de comparaison. Même tendance pour le maïs dont le prix moyen à l'importation par le pays a été de 185 USD/t contre 202 USD/t, en repli de 8%. Dans son dernier rapport, la FAO a mis à jour ses prévisions lesquelles prévoient que les réserves céréalières mondiales atteindront un niveau record d'ici la fin des campagnes agricoles de 2017. Cette agence de l'ONU s'attend à ce que les stocks de céréales augmentent pour atteindre les 670 millions de tonnes, soit une hausse de 1,4% par rapport à la saison précédente.

[4 projets éligibles au partenariat public-privé](#)

Source : El Moudjahid

La Caisse nationale d'équipement pour le développement (CNED) a identifié quatre projets d'investissements publics comme potentiellement éligibles au partenariat public-privé, a indiqué son directeur général, Amar Grine à l'occasion d'un atelier consacré au partenariat public-privé (PPP). Le coût prévisionnel total de ces projets s'élève à 452,5 milliards de dinars.

Il s'agit de la partie centre de la quatrième rocade autoroutière d'Alger sur une longueur de 260 km, dont le coût est estimé à 335 milliards de dinars. Le deuxième projet est relatif au tramway de Béjaïa qui s'étend sur 7 km pour un montant de 30,5 milliards de dinars. Le centre hospitalier de Constantine d'une capacité de 500 lits, figure parmi les projets identifiés. Le coût est estimé à 84 milliards de dinars. Quant au quatrième, il concerne la station d'épuration des eaux usées de Boudouaou à Boumerdes d'une capacité de traitement de 36.000 m3/jour pour un montant de 3 milliards de dinars.

Ces quatre projets ont été identifiés dans le cadre d'un partenariat réalisé avec des experts de la Banque africaine de développement (BAD) «suite à l'évaluation de 11 projets d'infrastructures publiques de différents secteurs et à différents stades d'avancement quant à la maturation de leurs études», a précisé M. Grine. Au terme de cette analyse, un rapport d'évaluation préliminaire a été finalisé à l'issue duquel les quatre projets en question ont été identifiés comme disposant du meilleur potentiel d'être réalisés en PPP.

Toutefois, les 11 projets identifiés, dont font partie les 4 projets potentiellement éligibles, ont fait l'objet d'une décision de gel par le gouvernement suite à la chute des prix du pétrole, a fait savoir le même responsable quia avancé qu'il revenait à l'Etat de décider de la suite à donner à ces 4 projets. Par ailleurs, un groupe de travail interministériel sur le Partenariat public-privé (PPP) devrait présenter, en début 2017, au gouvernement une première mouture d'un projet de loi régissant ce mode de financement d'investissements, a indiqué le même responsable en précisant que ce groupe, qui compte des représentants de différents ministères, est chapeauté par le ministère de l'Industrie et des Mines.

[Réflexion sur la révision de la tarification de consommation d'eau potable](#)

Source : APS

Le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelkader Ouali, a annoncé mardi à partir de Tipasa qu'une réflexion est en cours sur la révision de la tarification de consommation d'eau potable sans toucher à de larges couches de la société.

"Nos services réfléchissent sur une révision de la tarification de consommation d'eau potable", a indiqué le ministre dans une déclaration à la presse, en marge d'une visite de travail à Tipasa, soulignant qu'il " n'est pas admis dans la justice sociale qu'une famille modeste, dont la consommation trimestrielle ne dépasse pas une moyenne de 25M3, paye la consommation d'une usine ou de grands abonnés".

Selon les chiffres en possession du ministère des Ressources en eau, un taux de 52% d'abonnés relèvent de catégories sociales, dont la consommation moyenne ne dépasse pas les 25M3 d'eau/trimestre.

M. Ouali a en outre fait part de l'enregistrement de 14.000 cas de vols d'eau ou de raccordements illicites à l'échelle nationale, dont 4000 ayant fait l'objet de poursuites judiciaires.

S'agissant des projets affectés au secteur, le ministre a réitéré l'affirmation selon laquelle le "secteur national des ressources en eau fait partie des secteurs qui ne seront pas touchés par la mesure de gel des projets", soulignant, à ce propos, que le Gouvernement "le place parmi ses priorités".

Les autorités publiques ont consenti beaucoup d'efforts dans la mobilisation des enveloppes nécessitées, suivant le principe des "priorités" exprimées, a-t-il ajouté.

COMMERCE

[Groupe Mazouz : Camions Shacman made in Algeria](#)

Source : Le Soir d'Algérie

Le groupe Mazouz poursuit la diversification de ses activités industrielles en annonçant la signature d'un accord de partenariat avec le constructeur chinois de véhicules industriels, Shacman. La signature de ce protocole est attendue pour demain jeudi à Oran.

Le groupe Mazouz reste pour cette marque le partenaire historique qui lui a permis de faire une percée remarquable dans le marché algérien à travers une gamme variée de camions de gros tonnage et de tracteurs de différentes puissances. Des véhicules connus notamment pour leur robustesse, leur résistance à des conditions d'utilisation souvent extrêmes et surtout une grille tarifaire particulièrement attractive.

Renault Algérie : Un 3e modèle sera produit en 2017

Source : Liberté

Le Salon de l'automobile Autowest a été une aubaine pour Renault Algérie pour faire le point de la situation. Mais pas seulement, puisque, deux ans seulement après le début de l'activité de Renault Algérie Production à Oran, le patron de Renault Algérie, Guillaume Josselin, a annoncé qu'un troisième modèle sortira des chaînes de production de l'usine Oued Tlelat au second semestre 2017 et sera basé sur une nouvelle plateforme, c'est-à-dire différente de celle de Symbol et Sandero Stepway MIB. "La troisième voiture à être produite en Algérie par la RAP en 2017 arrive après le succès des deux modèles fabriqués en local, à savoir la Symbol à hauteur de 53 742 unités et la Dacia Sandero Stepway avec plus de 4 000 unités produites depuis son lancement en juin dernier. La situation de blocage que connaît le marché de l'automobile en Algérie et l'arrivée de nouveaux acteurs qui investissent le secteur de l'industrie

automobile ont fait réagir Renault Algérie Production", a encore indiqué Renault Algérie. Pour le PDG de Renault Algérie Production, Bernard Sonilhac, "le troisième modèle sera basé sur une nouvelle plateforme, d'où la nécessité d'entamer de lourds travaux d'aménagement sur la chaîne de production". En effet, une nouvelle étape sera franchie dans le processus d'industrialisation avec l'ambition de lancer en 2017 une partie carrosserie et peinture avec une partie robotisée, notamment pour ce qui est de la peinture. L'usine de Renault Algérie Production est en avance par rapport au plan de développement initial établi au début du projet et compte aujourd'hui pas moins de 800 employés en poste direct (2 500 direct et indirect), avec cinq sociétés sous-traitantes et annonce un taux d'intégration de 30%. Plus de 55 000 voitures ont été produites et l'objectif est désormais affiché à 60 000 unités en année pleine 2017. De son côté, Sarah Benarab, directrice marketing, a exprimé son satisfecit quant aux résultats et performances réalisés par les deux premiers modèles MIB. "La Renault Symbol MIB se positionne aujourd'hui comme leader de son segment avec 53 110 ventes depuis son lancement l'année dernière, avec 28% des ventes réalisées via la formule crédit. En termes d'image de marque, les études menées indiquent que 60% des clients se disent séduits par la Symbol MIB et pas moins de 94% d'entre eux recommandent le modèle." Pour ce qui est de la Dacia Sandero Stepway MIB, après seulement trois mois de son existence, 4 604 unités ont été fabriquées et vendues (19% via la formule crédit). Aussi, 64% de ces ventes sont en version Extrême 1,6L en essence à 80 Ch et 36% en version 1,5 DCI Extrême à 85 Ch.

Il est aussi annoncé que 64% des clients optent pour ce modèle grâce à son design jeune et attirant. Concernant les retards de livraison, les responsables de Renault Algérie ont indiqué que "le marché de l'automobile

enregistre aujourd'hui une forte demande de part la situation inédite que vit le secteur et que la capacité de production de RAP reste limitée", non sans appeler les clients à attendre pour se faire livrer dans les délais impartis.

TMC/Cima : Plusieurs projets industriels en prévision

Source : El Watan

Après la mise en place de son usine automobile Tahkout Manufacturing Company (TMC) de Tiaret pour le montage de véhicules de marque Hyundai, le groupe Tahkout songe déjà à se lancer dans le montage de véhicules utilitaires (VU).

L'annonce a été faite dernièrement par le vice-président du groupe, Bilel Tahkout, lors d'une conférence de presse tenue à l'occasion du Salon Autowest 2016, où il a même parlé de plusieurs projets d'installation d'usines de fabrication de pièces de rechange. Il en sera de même d'un projet avec le constructeur automobile chinois DFSK. M. Tahkout avait indiqué, ce jour-là, que son groupe prépare le lancement avec plusieurs partenaires, d'usines dédiées au métier de la sous-traitance pour accompagner les unités de production automobile avec des unités pour la fabrication de diverses pièces de rechange : plaquettes de freins, moteurs...

Pour les véhicules utilitaires, le groupe Tahkout pense ajouter une nouvelle ligne de montage, qui sera prochainement lancée au niveau de son usine de Tiaret. «La nouvelle ligne s'ajoutera aux deux autres déjà opérationnelles, qui ont déjà permis de produire 5 000 véhicules depuis l'entrée en fonction de l'usine le 29 octobre dernier», a notamment précisé Bilel Tahkout.

Le Groupe Tahkout a annoncé récemment le lancement d'une usine de fabrication de moteurs avec son partenaire chinois DFSK dans le cadre de la règle 51/49%, ce qui lui permettra d'alimenter l'unité de montage des véhicules de la même marque.

Basée dans la wilaya d'El Bayadh, l'usine de fabrication de moteurs, fruit d'un partenariat entre le groupe privé Tahkout et le constructeur DFSK est le premier projet signé entre une société algérienne et un partenaire chinois.

[Usine Iveco/Ival : Le premier camion Iveco en février 2017](#)

Source : El Watan

Initialement prévue pour ce début de l'année, la sortie du premier camion Daily Iveco, produit au niveau de l'unité de montage du groupe Ival à Ouled Haddadj (Boumerdès) aura lieu en février 2017.

L'annonce a été faite récemment par le représentant de l'entreprise, Abderrahmane Madani, à Boumerdès. Selon les explications fournies sur place par les chargés du projet à l'occasion d'une visite surprise du wali au chantier de cette usine de montage de véhicules, et dont l'APS a fait écho, cette unité va assurer une production quotidienne de 4 à 6 camions légers avec un PTAC de 3,5 à 7 tonnes, soit une capacité de 500 à 600 véhicules/an.

En attendant le projet d'usine final, prévu dans la zone industrielle de Oued El Berdi, dans la wilaya de Bouira, le montage des véhicules au niveau de ce projet, qui va générer entre 30 et 40 emplois permanents, va se faire à la main, car non doté d'une chaîne de montage.

La plate-forme d'Ouled Haddadj est «provisoire», car elle sera transférée, dans trois (3) ans, à la wilaya de Bouira, explique-t-on. D'ailleurs, il y a quelques jours, le groupe Ival a précisé que «la procédure administrative, les différentes études de sol et la viabilisation de la zone industrielle de Oued El Berdi dans la wilaya de Bouira prendront un peu plus de temps que prévu».

Mais, après le transfert en question, l'unité d'Ouled Haddadj, en réalisation sur un foncier privé de 1000 m2, sera exploitée dans d'autres opérations de montage et de formation du personnel, entre autres.

L'unité d'Ouled Haddadj sera, selon le groupe Ival, orientée vers l'expérimentation et l'apprentissage professionnel des techniques de montage de véhicules. Le groupe Ival met en place une stratégie qui vise à atteindre le taux d'intégration de 43%, comme l'exige la loi, pour les cinq premières années. Et dans ce cadre, Ival a déjà entamé «plusieurs phases théoriques essentielles à l'étude du projet, des discussions et négociations avec des carrossiers, des fournisseurs de boîtes de vitesse (notamment ZF), des constructeurs de batteries...» L'usine Iveco du groupe Ival produira trois modèles : la référence est le New Daily, un camion léger (PTAC de 3,5 à 7 tonnes), proposé sous un format «châssis cab», c'est un peu l'utilitaire à tout faire.

[DFSK : Après les moteurs, l'assemblage](#)

Source : Le Soir d'Algérie

A l'occasion du Salon d'Oran, le vice-président du groupe Tahkout a dévoilé l'existence d'un projet en voie de finalisation d'une usine de fabrication de blocs moteur de la marque chinoise DFSK dans la région ouest du pays. Ce partenariat vise à assurer en premier lieu l'exportation vers l'étranger et dans une seconde phase l'approvisionnement de la future unité d'assemblage

que le constructeur chinois prévoit de réaliser prochainement en Algérie.

Il est à rappeler que la marque DFSK est connue chez nous pour sa gamme de petits utilitaires compacts largement plébiscités par une clientèle spécifiques composée de petits commerçants et surtout des bénéficiaires des fameux crédits Ansej.

REGIONS

[M. Nouredine Bedoui à Bordj Bou-Arréridj : Inauguration de plusieurs projets](#)

Source : El Moudjahid

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, qui a effectué hier une visite de travail dans la wilaya de Bordj Bou-Arréridj, a présidé une cérémonie de mise en service partielle du projet de transfert des eaux du barrage de Tilesdit, dans la wilaya de Bouira, vers les localités de Mansourah, à l'ouest de Bordj Bou-Arréridj. Ce projet, qui a coûté plus de 1.000 milliards de centimes, permettra d'alimenter, dans un premier temps, les localités d'Ouled-Sidi-Brahim, El-Mehir et Mansourah qui souffraient d'un grand déficit en eau potable. Les habitants de la première localité recevaient l'eau dans leurs robinets une fois tous les 23 jours. Pour la seconde, c'était une fois tous les 25 jours. Ceux de Mansourah étaient plus chanceux, avec une dotation une fois tous les 10 jours. C'est dire que le projet est venu à point nommé pour régler le problème crucial d'une population estimée à 127.000 habitants. M. Bedoui, qui a rencontré les habitants d'Ouled-Sidi-Brahim, a rappelé que cet acquis important n'aurait pas pu voir le jour sans la politique de réconciliation nationale prônée par le Président de la République, rappelant les conditions difficiles que cette population a vécues par le passé. Le ministre a inauguré également le

siège de la sûreté de daïra de Djaâfra qui permettra d'améliorer la couverture sécuritaire, cette daïra était la dernière à ne pas être pourvue de ce genre de structure, avant de présider la mise en service du réseau de gaz naturel dans la commune d'El-Maien.

Le projet, qui était un rêve pour les habitants, eu égard au relief difficile de la région, a coûté la somme de 78 milliards de centimes, avec 2.586 branchements. Grâce à cette réalisation, la wilaya, qui n'était reliée au réseau qu'à hauteur de 32% en 1999, passe à plus de 90%. M. Bedoui, qui a écouté les doléances des citoyens de la commune, a rappelé également le chemin parcouru par El-Maien en matière de développement. En plus du gaz naturel, la commune a bénéficié du transfert hydrique du barrage de Tichihah, au même titre que 7 autres localités de la wilaya.

Au chef-lieu de wilaya il a inspecté les travaux de la déviation nord de la ville qui lie les routes 05 et 106. Ces travaux sont effectués, pour rappel, grâce au volontariat des entreprises locales. Le ministre n'a pas manqué de saluer cette initiative qui honore ces entreprises citoyennes. Il a également ouvert à la circulation, la trémie à l'intersection entre l'avenue de la République et le boulevard Houari-Boumediene qui porte désormais le nom de la Réconciliation. Dans la daïra de Bordj Ghedir, le représentant du gouvernement a inauguré le nouveau lycée de la commune qui vient renforcer les capacités d'accueil de cette dernière pour le cycle secondaire et baptisé du nom du chahid Bendrimai Ahmed. À El-Hamadiah, il a été question d'investissement industriel, avec l'ouverture d'une unité de préfabriqué et de structures métalliques. Les responsables du secteur ont profité de l'occasion pour présenter au ministre un tableau de l'évolution de ce dernier dans la wilaya.

Le PDAU d'Alger opérationnel dès la publication du décret exécutif

Source : El Moudjahid

«Le Plan directeur d'aménagement et d'urbanisme de la ville d'Alger (PDAU) sera bientôt opérationnel, et cela dès la publication de son décret exécutif dans le Journal officiel, signé récemment par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal.» Tels sont les propos tenus par le directeur de l'urbanisme de la wilaya d'Alger. Mohamed Yazid Gaouaoui, qui s'est entretenu avec l'Agence Presse Service (APS), a fait savoir qu'après la publication du décret, ce plan va redonner à Alger sa place méritée sur l'échiquier économique mondial ouvrant les opportunités d'investissements par des partenariats public-privé pour que le territoire devienne une ressource.

«Le nouveau PDAU, de portée intercommunale et couvrant la totalité de la wilaya, est porteur d'ambitions pour Alger avec une véritable vision stratégique qui va guider vers un développement durable», a-t-il souligné. Le directeur de l'urbanisme de la wilaya d'Alger a affirmé que grâce à cet instrument juridique, pas moins de 82 projets seront lancés pour changer radicalement le visage de la capitale Alger. «Parmi ces projets, figure la protection de la zone humide de Réghaïa, l'aménagement du parc de Baïnem, l'aménagement des berges d'El-Harrach et la création de la ville de Sidi Abdallah», a-t-il dit. «Les terrasses du port, le grand aquarium d'Alger, la réhabilitation du centre historique et de La Casbah, la création de nouveaux pôles d'habitat intégrés, des écoles professionnelles, des piscines, figurent aussi parmi ses projets urbains», a ajouté le responsable.

M. Gaouaoui a relevé que ce PDAU a permis la réalisation de plusieurs opérations, telles que les opérations d'embellissement et d'aménagement d'Oued El-Harrach, celui de la promenade des Sablettes, l'embellissement du paysage et le verdissement des axes routiers emblématiques, ainsi que le relogement des habitants des bidonvilles et l'éradication de ces habitations précaires.

«Le PDAU doit offrir un déplacement aisé pour ses habitants et un transport efficace et aisé à Alger visant l'aménagement d'une grande ville polycentrique qui cherche à désengorger l'hypercentralité en la répartissant vers de nouvelles centralités bien réparties et organisées à proximité des nœuds de son système de transport principal», relève M. Gaouaoui.

Le PDAU n'aura aucune incidence sur les terres agricoles

Le directeur de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction à la wilaya d'Alger a également indiqué que l'adoption du dossier en question signifiait l'entame de l'examen de 169 dossiers liés aux plans d'occupation des terres à travers 57 communes réparties à travers la capitale, et devrait contribuer à résoudre le problème du foncier dans la wilaya. «L'élaboration de ce plan, qui a duré plus de huit ans, a mis à contribution des experts et des spécialistes, il n'y aura aucune incidence sur les terres agricoles», a-t-il affirmé.

Le plan directeur d'aménagement et d'urbanisme a été soumis aux élus locaux des différentes communes de la wilaya afin qu'ils donnent leurs avis, à la société civile, aux universitaires, aux étudiants et techniciens. Partant de là, ce ne sont pas moins de 1.700 observations qui ont été émises et prises en compte, dans la mesure du possible, bien sûr. Ce plan permettra également le

renforcement de la baie d'Alger qui sera consacrée ville méditerranéenne, voire mondiale sur une longueur de plus de 650 hectares, outre la consécration d'une superficie de près de 300 hectares à l'investissement touristique et 500 hectares à l'investissement économique.

Selon le même responsable, ce plan qui n'est pas seulement une réhabilitation de la capitale, s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de développement durable et globale, axé sur le partenariat entre les secteurs public et privé, pour la création d'espaces économiques concurrentiels.

L'exécution du PDAU s'étale jusqu'à 2035

Ce PDAU comporte 27 projets structurants concernant l'habitat, la cohésion sociale et territoriale. Il comprend, notamment le réseau routier fondamental appelé macro-maillage, le programme de réhabilitation du centre d'Alger et les différents pôles d'habitat intégrés, explique le responsable.

Il y a lieu de souligner, enfin, que les grandes étapes d'exécution du PDAU s'étalant jusqu'à l'horizon 2035, sont définies comme suit : la première étape qui a débuté en 2007 et s'étalera jusqu'à 2020, concerne l'embellissement de la capitale (plan stratégique du développement et d'embellissement de la wilaya d'Alger). Entre 2020 et 2025, seront accomplis l'aménagement de la baie et les nouvelles polarités ou centralités urbaines. Entre 2025 et 2030, l'accent sera mis sur la requalification de la périphérie, c'est-à-dire la réalisation de la cohérence et l'équilibre urbain entre les 57 communes de la wilaya d'Alger.

Enfin, entre 2030 et 2035, sera accomplie la consolidation de tout le territoire, c'est-à-dire

l'achèvement du grand projet et la consolidation urbaine, ce qui permettra de voir se réaliser, enfin, le nouveau visage du grand Alger répondant aux grands standards internationaux.

Remise en service aujourd'hui du téléphérique Blida-Chréa

Source : Le Soir d'Algérie

C'est aujourd'hui, mercredi, à 14 heures 30mn que la remise en service du téléphérique reliant la ville de Blida à la station de Chréa, à 1 600 mètres d'altitude, sera effectuée par le ministre des Travaux publics et des Transports, Boudjemaâ Talai.

Toutefois, son ouverture pour le grand public est prévue le lendemain, à savoir jeudi matin. A l'arrêt depuis octobre 2012 pour des raisons techniques ainsi que de vol de câbles, les travaux de réhabilitation ont commencé il y a plus d'une année par une société algéro-française, dénommée entreprise de transport algérien par câble qui avait annoncé son redémarrage pour le 15 octobre 2016.

Car les travaux avaient accusé un petit retard, le wali de Blida a, au courant de la semaine écoulée, effectué une visite d'inspection pour booster les travaux de remise en service du téléphérique dont l'ouverture fera certainement le bonheur des citoyens d'une part, et la relance du tourisme, d'autre part.

Skikda : Inauguration du deuxième plus grand abattoir de volaille du pays

Source : Liberté

Le deuxième plus grand abattoir de volailles du pays a été inauguré dimanche par les autorités locales, à leur

tête le wali, à l'occasion de la commémoration du 56e anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960. C'est un abattoir moderne, le deuxième du genre en Algérie, après celui d'Alger. Sa capacité est de 2000 poules par heure, soit 20 000 poules par jour, qui peut mettre sur le marché une quantité de 40t de viandes blanches pour couvrir le marché local et aussi régional. Selon le propriétaire de ces abattoirs, des contrats ont été signés pour exporter la viande blanche vers les marchés africain et arabe, comme ceux contractés avec l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire et l'Arabie Saoudite. Actuellement, les abattoirs Bouriche fonctionnent avec 35 travailleurs en attendant son fonctionnement à plein régime où de nombreux autres postes d'emploi sont prévus. Les abattoirs Bouriche disposent aussi d'une ferme pour la production des œufs d'une capacité de 300 000 œufs par jour.